



Syndicats FSU du MEEDDAT

Syndicat national de l'Environnement (SNE)

Syndicat Unitaire des Personnels
de l'Équipement (SUP-Equip')

16 juillet 2008

Communiqué de la FSU

Les conditions de travail dans la Fonction publique : Une négociation importante si le gouvernement de mélange pas tout

Le ministre de la Fonction Publique a ouvert le 15 juillet les négociations sur les conditions de travail dans la Fonction Publique. Celles-ci étaient depuis plusieurs mois demandées par l'ensemble des organisations syndicales et la FSU, avec d'autres, s'est réjoui de les voir enfin lancées : il s'agit en effet de questions importantes pour la vie des personnels et la Fonction Publique est aujourd'hui loin d'être exemplaire en ce domaine.

L'approche du gouvernement en a été cependant relativement restrictive : s'il a mis en avant le repérage indispensable des questions de santé (stress, TMS...) et leur prévention ainsi que le rôle des CHS (que nous souhaitons voir transformés en CHSCT), il a d'abord esquivé la question de l'organisation du travail et celle de la pénibilité. Par ailleurs il y a ajouté la question de **l'emploi des seniors en mêlant l'aménagement des conditions de travail pour ces derniers et la transposition des choix gouvernementaux en matière de surcote ou de cumul emploi-retraite.**

Devant l'intervention convergente des organisations syndicales **il a accepté d'intégrer la pénibilité** dans les sujets de négociation sans préciser sous quelle forme ; il a également répondu positivement à la demande de la FSU de débattre du dispositif de **Cessation Progressive d'Activité** ; en revanche, s'agissant des seniors, il n'a pas vraiment fait la clarté sur la distinction entre ce qui relève du débat sur les retraites et de la négociation sur les conditions de travail.

Dans ce contexte, la FSU a redit sa volonté de s'engager dans une logique de négociation en précisant qu'elle jugerait du résultat final en fonction des améliorations qu'il apporterait à la situation des personnels et que la question des moyens mis en oeuvre serait essentielle,

La négociation doit donc désormais se poursuivre en septembre par la réunion de groupes de travail spécifiques, dans lesquels la FSU fera valoir ses propositions.